

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Theodor Berchem (séance du lundi 9 mars 2004)

Gérald Antoine : Dans son article 14 votre texte écrit fait référence à un «réseau de la recherche européenne ». Il y a un instant, vous avez parlé d'un « conseil européen de la recherche » dont, disiez-vous, la mise en oeuvre est en marche. Récemment notre confrère de l'Académie des sciences Hubert Curien annonçait la mise en place d'une «agence européenne de la recherche », dont il chiffrait les besoins. - Vous serait-il possible de nous préciser où l'on en est dans cet ordre de projets ?

Vous avez évoqué 1968 et les appels alors lancés à l'interdisciplinarité. Cette notion était bien en effet dans nos esprits, elle figure dans les textes, mais elle demeure, en France du moins, très peu appliquée. - Comment, à votre avis, pourrait-on passer de la théorie à la pratique ?

Permettez-moi de souligner que l'article 2 du Titre premier de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur votée en novembre 1968 insiste sur un double impératif : organiser et développer un enseignement supérieur international. Et aussitôt après il est précisé : «une attention toute particulière devra être prêtée aux liaisons entre les universités appartenant à la Communauté Economique Européenne» . Cela aussi était à la fois dans les esprits et dans les textes. Il est vivement regrettable que la pratique l'ait souvent ignoré.

Rappellerai-je enfin les propositions contenues dans le discours prononcé par Edgar Faure le 20 mai 1969 lors de la réunion des Ministres européens de l'éducation qu'il présidait. Ces propositions furent d'ailleurs intégralement reprises par son successeur Olivier Guichard. La principale vise l'adoption d'un «statut européen des enseignants et des étudiants »

Ce statut devait avoir pour corollaire la mise en oeuvre de toutes les conditions nécessaires à une libre circulation des uns et des autres à travers l'Europe tout au long de leur cursus.

Entre autres mesure pratiques je citerai : l'enseignement obligatoire de deux langues vivantes dès l'entrée au collège et, si possible, dès l'école primaire ; l'harmonisation des calendriers universitaires ; - celle des régimes sociaux appliqués aux étudiants.

Edgar Faure prévoyait enfin la création d'un Institut européen des technologies de l'éducation.

On est en droit de poser la question : pourquoi, 35 ans après, aucune de ces propositions empreintes d'un pragmatisme résolu n'est encore réellement entrée dans les faits ?

*

* *

Jean-Marie Zemb : Vous avez fait preuve d'une rare sagacité en assignant à la communication sur l'Europe de l'université et de la recherche le kairós conjoint de la manifestation organisée pour sauver la recherche, du nouveau bilan du déficit - 15% d'augmentation - et de la publication du rapport probablement sévère qui fait suite à l'audit du CNRS.

J'ai entendu à la Radio une publicité disant que « moi et mon équipe de voyants *professionnels*, nous vous dirons tout sur l'argent, la santé et l'amour ! » Une heure plus tard, je fus frappé par la surenchère de la voyante du XIVème qui vient d'ajouter à « l'avenir », son domaine de prédilection, non seulement « le présent », mais même, comme si elle pressentait le thème d'étude de notre compagnie en 2005, « le passé » !

Ma question supposera une pareille triple lucidité, même si elle ne porte que sur ce qui paraît commun à tous les efforts européens, les « exceptionnels » comme les autres, à savoir le *modèle américain*. Si en effet on admet que la recherche scientifique et technologique compte parmi les atouts conscients - et partant « hors de prix » - d'une hégémonie, on imagine mal qu'il suffirait de retenir chez nous les cerveaux émigrants pour réduire d'une manière décisive l'afflux des cerveaux immigrants outre-Atlantique. Je résume symboliquement, sans distinguer salaires, moyens et autres royalties : si l'Europe doublait sa mise pour réduire l'écart, ne faut-il pas prévoir que les Etats-Unis tripleraient la leur pour maintenir, voire augmenter leur avance ?

Quelle que soit la réponse, il me paraît certain qu'une franche coopération entre Européens serait préférable à de ruineuses rivalités et autres courses aux brevets internes.]

*
* *

Pierre Tabatoni : Ma première question porte sur l'insuffisance des ressources, depuis de nombreuses années, accordées en France à l'enseignement supérieur et à la recherche par rapport aux pays européens les plus performants, et surtout par rapport aux États-Unis. Vous en avez parlé. Je me souviens d'une discussion que j'avais eue il y a plusieurs années avec des financiers et des parlementaires. La réponse à ma question avait été qu'il n'y avait pas de pression de l'opinion publique, faute de suffisante crédibilité des études supérieures, pour que lui soient fournies les ressources réclamées. Ce manque de crédibilité était dû, d'après mes interlocuteurs, au fait que l'opinion publique est plus sensible à la recherche appliquée qu'à la recherche fondamentale et qu'elle ne croyait pas l'institution universitaire capable de se réformer.

L'insuffisance des ressources ne pourrait-elle pas être compensée par la constitution de réseaux qui, à mon sens, apportent davantage de diversité et de souplesse que le développement de grandes institutions ? Avez-vous constaté que la mobilité des chercheurs et des directeurs de recherche entre les grandes universités européennes bénéficie d'autant de ressources que la circulation des étudiants ?

Ma seconde question est : qu'en est-il de la réalisation d'un espace européen de la recherche et des universités ? Le programme de réformes de Bologne dont vous avez parlé, est-il activement mis en œuvre ? En septembre dernier, à Berlin, l'Association des universités européennes a estimé que plus d'autonomie était nécessaire pour le réaliser ; mais en réformant en même temps les méthodes de gouvernance.

*
* *

Bernard d'Espagnat : Votre proposition d'une institution européenne coordonnant la recherche fondamentale me paraît tout à fait digne d'attention. Cela dit, j'aimerais rappeler que l'on ne part pas de zéro. Le CERN par exemple existe depuis les années 50, avec un gros budget et des résultats tout à fait remarquables. Je m'étonne que l'on n'en parle pratiquement jamais. Nous avons donc une expérience au niveau européen, mais celle-ci me semble révéler deux difficultés.

La première est intrinsèque, c'est celle de l'échelon intermédiaire. La science a vocation à l'universalité et, dans chaque pays, les laboratoires de recherche travaillent dans cet esprit. Au niveau mondial s'est constitué une sorte de système nerveux central avec des colloques, des revues

- dans lesquelles il faut être publié -, des réseaux Internet etc. Il sera, à mon sens, très difficile d'introduire l'échelon intermédiaire de la recherche européenne dans ce type d'organisation. Le CERN y est parvenu en nommant à sa tête des scientifiques de haut niveau et en recrutant les meilleurs chercheurs, indépendamment de leur nationalité.

La seconde difficulté concerne le risque de non-professionnalisme au sommet. Nécessairement, l'idée d'une institution internationale gérant beaucoup de disciplines différentes va constituer un appât pour toutes sortes de spécialistes «ès-idées générales». Or ce serait une catastrophe que de leur en laisser prendre les commandes.

Mes deux questions sont : 1°) Comment concilier européenité et universalité ? 2°) Pensez-vous qu'une institution européenne généraliste puisse éviter le travers du non-professionnalisme ?

*
* *

Thierry de Montbrial : Ma première question porte sur l'organisation et le financement, qui sont étroitement liés aux questions culturelles. En ce qui concerne la France, nous avons hérité d'un système jacobin combiné avec celui de l'Union soviétique. Je pense par là à la loi de 1936 sur la fonction publique et à la création du CNRS. Il est ainsi impossible de rémunérer un professeur plus qu'un autre et l'on considère aussi qu'il est normal que des gens exercent des fonctions de responsabilité sans être rémunérés. Pour changer cet état de choses, il faudrait une véritable révolution et je ne crois pas que cela serait possible en France sans jeter des centaines de milliers de personnes dans la rue. D'autre part, l'État est toujours aussi jacobin. Les fondations n'existent pas en France et l'on appelle fondations des organismes qui n'en sont pas. Le résultat est que la quasi-totalité du système de recherche est financée par l'État, qui, lorsqu'il donne un sou quelque part, considère qu'il doit tout contrôler. Il apparaît donc que la réforme que vous appelez de vos vœux est impossible à faire.

Deuxièmement, vous avez parlé assez brièvement de la question de la langue qui est pourtant fondamentale. À l'issue d'une communication de notre confrère Gabriel de Broglie, j'avais exprimé l'idée qu'il valait mieux s'exprimer en anglais et être compris que de s'exprimer en français et de n'être n'y écouté ni entendu. Un sérieux problème demeure néanmoins. En ce qui concerne les sciences exactes, écrire en français ou en anglais n'a aucune espèce d'importance. En revanche, dans les humanités au sens large, la langue est très importante. Quand on écrit dans sa langue, on peut introduire des nuances, qui hélas disparaissent à la traduction.

Troisièmement, vous nous avez donné un magnifique plan d'action en deux éditions, la première en 21 points et la seconde en 24. Vous êtes vous-même un manager, un organisateur. À mon sens, en matière de management, la première question que l'on doit se poser est : qui fait quoi et comment ?

*
* *

Alain Plantey : Je crois qu'il faut séparer les enjeux de l'éducation de ceux de la recherche. L'éducation met en effet en cause des enjeux nationaux alors que la recherche est totalement internationale. La recherche met en jeu le pouvoir d'État. Elle est actuellement dominée par les Etats-Unis où la recherche et les universités sont très largement financées par des fonds privés. Ce n'est pas le cas en France parce que, depuis Napoléon, nous considérons que l'université est une institution d'État.

*
* *

Roland Drago : Il y a des obstacles institutionnels très forts à toute unification au sein même de l'Europe. Prenons le cas des universités qui, en Allemagne, relèvent des Länder alors qu'en France les universités relèvent de l'État. C'est d'ailleurs pourquoi la politique du gouvernement actuel, qui vise à faire dépendre les universités des régions, se heurte à de très vives réticences.

Un autre élément qui distingue la France est le cadre dans lequel s'effectue la recherche. Dans tous les pays que vous avez évoqués, la recherche s'effectue dans les universités. Or en France, depuis la loi de 1939, le CNRS concentre en lui toute la recherche française. Il a été doublé ensuite par des instituts de recherche, en matière agricole, en matière médicale etc. Autrement dit, on a voulu vider les universités de la recherche, comme c'était le cas en Union soviétique.

*
* *

Yvon Gattaz : Dans les années 70, j'ai été le premier chef d'entreprise à être appelé au conseil d'administration du CNRS, ma présence étant considérée à l'époque comme totalement indécente. J'y ai appris beaucoup de choses et mes premières découvertes ont été les suivantes : le CNRS, qui comportait et comporte encore aujourd'hui des éléments très brillants, part dans toutes les directions sans que les chercheurs aient le sens de l'utilisation finale de leurs recherches. L'inverse, beaucoup plus efficace, s'appelle le pilotage par l'aval, mais il est syndicalement incorrect et donc banni. Le résultat est souvent que les inventions des chercheurs français ne sont pas brevetées en France, mais qu'elles sont reprises par d'autres pays qui eux les brevètent. Ainsi les Américains brevètent énormément de découvertes françaises alors que les Français n'ont jamais breveté une découverte américaine.

La supériorité américaine dans le domaine de la recherche tient également à l'accueil qui est réservé aux chercheurs. En outre les États-Unis n'hésitent pas à faire jouer la concurrence pour recruter les meilleurs, et notamment des chercheurs français. Il est regrettable que la France importe presque uniquement des «bac moins six » et exporte ses «bac plus six ». Sans tomber dans un utilitarisme excessif, je crois que la France devrait orienter les recherches et s'inspirer un peu du modèle américain.

*
* *

Bernard Bourgeois : Ma première remarque porte sur l'interdisciplinarité. Je me demande si, lorsque l'on veut se situer entre les disciplines, on est vraiment quelque part. Je flaire un peu ici le dilettantisme pédagogique. En revanche, je suis tout à fait favorable à la pluridisciplinarité. C'est en creusant sa propre discipline qu'un chercheur se met en situation de pouvoir débattre et aussi combattre de façon féconde avec les représentants des autres disciplines.

Ma deuxième remarque est une approbation de ce que vous avez dit sur la nécessaire force des universités. Victor Cousin avait, en son temps, défendu l'idée qu'il fallait en France peu d'universités, mais des universités de taille considérable pour des raisons aussi bien psychologiques que pédagogiques. Malheureusement, et surtout après 1968, on s'est engagé dans la voie contraire. La force des universités, c'est aussi la continuité de leur gouvernance.

Ma question porte sur la longue liste de vos propositions. Parmi les 24, y en a-t-il une qui, à vos yeux, serait cruciale ?

*
* *

Marianne Bastid-Bruguière : Vous avez, au début de votre communication, fait allusion au classement établi par une université de Shanghai sur les universités du monde. Quel crédit accordez-vous véritablement à ce classement ? J'ai personnellement été assez amusée de l'écho extraordinaire qu'il a trouvé, d'autant qu'il a été établi par une université qui était, il y a quelques années encore, une école normale d'instituteurs, et que les Chinois éprouvent généralement beaucoup de difficultés à évaluer leurs propres universités.

Ma deuxième question porte sur le problème de la langue savante. Je suis tout à fait de votre avis pour prévoir quelques cours en anglais, qui permettraient notamment d'attirer des étudiants chinois. À cet égard, l'Allemagne est sans doute mieux placée que la France. En Chine et au Japon, l'Allemagne dispose d'un capital d'apprentissage linguistique de sa langue plus important que celui de la France. Mais au-delà de cette langue anglaise de communication facile, quelle doit être la véritable langue savante ?

*
* *

Marcel Boiteux : Une brève question, tout à fait iconoclaste. En renonçant à la sélection, la France a, comme l'Allemagne semble-t-il, opté pour la quantité. C'était une décision politique. Dès lors que l'on a opté pour la quantité, et donc pour la dilution des moyens, on ne peut avoir en même temps la qualité pour tous. Ou bien il faut revenir à un système de sélection. Ne pourrait-on imaginer que certaines universités, comme les Grandes Ecoles, aient de nouveau droit à la sélection, pour former avec ces grandes écoles un ensemble qui puisse prétendre à la qualité et à l'excellence, tandis que les autres universités continueraient à former des étudiants « ordinaires », sans prétention à la recherche et avec des moyens délibérément limités ?

*
* *

Réponses :

Faut-il prendre au sérieux l'étude de l'université de Shanghai ? Je vous en citerai une autre émanant du Center for Science and Technology Studies de Bern qui se réfère à des recherches du Institute of Scientific Information de l'Illinois. Les conclusions sont à peu près les mêmes. Cette concordance, même si elle ne nous fait pas plaisir, ne peut pas nous laisser indifférents. Elle correspond nécessairement à une situation bien réelle. C'est pourquoi je propose la solution du réseau qui permettrait par exemple de prendre un centre excellent de biologie, en France, un autre en Allemagne, un autre en Italie et un autre en Espagne. Les quatre ensemble feraient peut-être alors le poids vis-à-vis des universités d'élite aux États-Unis.

Pourquoi attirer des gens en leur offrant des cours dans une autre langue ? Je suis linguiste et passionné par beaucoup de langues, en premier lieu par l'allemand. Si je propose à des étrangers de venir suivre des cours en Allemagne en anglais, ce n'est bien sûr pas pour nuire à l'allemand. Mais si je ne le fais pas, ils ne viennent pas. Mais en proposant des cours en anglais, je les fais venir

plus facilement et ils apprendront – une fois venus - à connaître notre pays, nos valeurs et notre langue.

Nous avons affaire à un marché universitaire sur lequel se trouve à peu près 1 800 000 étudiants mobiles. D'après les pronostics, ce chiffre devrait au moins doubler d'ici cinq à six ans. Actuellement, 500 000 de ces étudiants sont aux États-Unis ; 250 000 sont en Angleterre ; 200 000 sont en Allemagne ; 180 000 sont en France. Les 500 000 étudiants qui sont aux États-Unis vont former dans leurs pays respectifs les élites politique, scientifique et économique. Cela donnera en outre de l'influence au pays qui les a formés. C'est précisément parce que nous sommes conscients de cela que l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) s'est lancé dans une politique offensive.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre ont ouvert des bureaux de recrutement d'étudiants dans de très nombreux pays et notamment en Asie. Cela leur permet non seulement d'étendre leur influence, mais également de financer leurs universités. Quand 10 000 étudiants payent 30 000 dollars en frais d'inscription, cela représente une somme énorme. Il faut que nous y réfléchissions car il n'est pas envisageable qu'en Europe, dans les 20 à 30 prochaines années, les universités obtiennent des Etats plus d'argent qu'elles n'en ont maintenant à moins de changer radicalement les priorités.

Autonomie et management des universités... Je n'ai pas de solution toute faite, mais peut-être pourrais-je indiquer dans quelle direction il faut orienter notre réflexion. La tradition qui veut que tous les professeurs appartiennent au service public et qu'ils soient des fonctionnaires, ainsi que le principe d'élire un président ou un doyen, de façon collégiale, pour une période limitée, tout cela est à revoir. Aux deux extrêmes, nous avons en fait deux types d'universités : d'une part, l'université qui véhicule les valeurs traditionnelles humanistes et qui vise uniquement à l'élévation du niveau intellectuel de la jeunesse ; d'autre part, l'université-entreprise qui vise à la rentabilité et qui essaie de vendre ses produits. Nous avons déjà en partie abandonné le premier type d'université et nous nous dirigeons lentement vers le second. J'espère toutefois que nous n'atteindrons jamais pleinement ce but.

La même évolution se dessine en ce qui concerne le management des universités. Nous avons la collégialité, où parfois des décisions absolument nécessaires n'étaient pas prises par crainte de froisser le collègue. Actuellement, nous nous dirigeons vers le modèle des grandes entreprises commerciales avec un grand manager. La présence d'une forte personnalité pour diriger une université n'est pas contradictoire à l'harmonie qui pourrait régner au sein du corps professoral. Il ne faut pas confondre l'enseignement et la recherche d'une part et le management de l'université de l'autre. Nous devons également réfléchir à la possibilité, déjà envisagée en Allemagne, de prendre une personnalité extérieure à l'université pour la diriger.

Permettez-moi de revenir un instant à la question des langues. Comment le savant doit-il se comporter vis-à-vis de ses publications ? S'il craint que sa langue soit trop méconnue, qu'il publie en anglais et dans sa langue maternelle!

En ce qui concerne ma proposition d'un plan d'action en 20 points pour améliorer les conditions pour la recherche, il est construit comme une feuille de route en listant les étapes nécessaires à franchir avant de passer au prochain défi.

Le problème de la place du CNRS se pose, mutatis mutandis, également en Allemagne. Les Allemands se posent aussi la question s'il faut tant d'institutions de recherche extra-universitaire. A mon sens, il serait souhaitable de lier davantage voire réintégrer la recherche extra – universitaire dans les universités conçues selon le modèle humboldtien. C'est la meilleure façon de motiver la jeunesse, de former de jeunes chercheurs ainsi de leur offrir des possibilités de s'épanouir et des

perspectives d'avenir. C'est par ailleurs aussi la force des grandes universités américaines. Le renforcement du lien entre la recherche et l'enseignement peut nous permettre de réellement prendre conscience des capacités dont nous disposons pour répondre efficacement à la concurrence qui règne sur le marché mondial de la recherche.